

N 12

Embargo jusqu'au 15 mai 1955, à 12 h 15

Discours prononcé par M. Max Petitpierre, Président de la Confédération, à l'Assemblée ordinaire des délégués du Parti radical-démocratique suisse à Bienne, le 15 mai 1955

*h. le dir.
revisions à l'ordre
Après collation à l'ordre 203.*

Il y a quelques jours, c'était le dixième anniversaire de la fin de la guerre. Mais la cessation des hostilités le 8 mai 1945, la victoire des armées alliées, la défaite du national-socialisme et du fascisme, n'avaient pas provoqué une joie sans mélange. On n'avait pas, comme en 1918, le sentiment que la guerre était définitivement abolie et qu'une ère de paix allait s'ouvrir. L'Organisation des Nations Unies ne naissait pas sous le signe de l'enthousiasme et de la confiance avec lesquels la Société des Nations avait été accueillie. Le soulagement et la joie réelle qu'on éprouvait étaient tempérés par des doutes, des arrière-pensées, un certain scepticisme. L'Europe était détruite politiquement et, dans une large mesure, matériellement. On se demandait comment elle pourrait être reconstruite. On ne savait pas si la fin des hostilités signifiait la libération durable des peuples asservis ou si elle fermait seulement un chapitre d'une longue et tragique histoire, d'une interminable histoire, celle d'un conflit opposant irrémédiablement deux conceptions de la vie des peuples et des individus.

Dix années ont passé. Elles ont été incertaines, inquiètes, agitées, marquées d'événements qui souvent inspiraient la crainte plus qu'ils ne justifiaient l'espoir. Ces dix années n'ont pas apporté la paix. Elles ont été un temps de guerre politique et diplomatique, jalonné par des actes de violence



ou même par des hostilités ouvertes. La carte actuelle du monde n'a pas été tracée par le droit ou selon des principes tirés du droit, mais par la force. Et cependant, les craintes qu'on a pu éprouver, si elles ne se sont pas toutes dissipées, ont laissé une place à l'espoir.

Je ne veux pas essayer de faire ici la description de ces dix années, mais seulement relever ce qui me paraît caractériser la situation d'aujourd'hui.

D'abord deux faits positifs: le premier est le relèvement économique de l'Europe. Si l'on compare l'état actuel à ce qu'il était il y a dix ans dans les pays qui avaient été entraînés dans la guerre, on ne peut que s'étonner du succès des efforts entrepris pour redresser l'Europe. A la misère a succédé la prospérité, à la pénurie l'abondance. Les institutions européennes créées dans les années qui ont suivi la guerre pour ranimer l'économie du continent par une action commune ont tenu leurs promesses. Cette évolution favorable de l'économie a eu des conséquences politiques importantes, en particulier celle d'une stabilisation progressive. On pouvait se demander il y a dix ans si les vieilles institutions démocratiques ne seraient pas violemment ébranlées par les remous de la guerre. Elles ont résisté. Mais les problèmes sociaux - il faut s'en féliciter - ont pris une importance toujours plus grande. Ils sont aujourd'hui au premier plan des préoccupations de tous les gouvernements. Il n'est pas excessif d'affirmer que le régime qu'on appelait capitaliste et qui était caractérisé par la lutte des classes, s'est transformé. Il est devenu faux d'opposer sommairement le communisme au capitalisme, l'un cherchant à réaliser l'égalité et la justice, l'autre consistant en l'exploitation des masses laborieuses par une minorité de possédants. Il serait plus exact de constater qu'en face du communisme, qui donne à l'Etat, incarné par le parti, la responsabilité des destins individuels,

- 3 -

les démocraties traditionnelles s'efforcent, plus qu'elles ne l'ont fait jadis, de concilier le respect des libertés personnelles avec les exigences de la justice sociale et le besoin légitime de sécurité. Dans l'ordre économique, l'initiative privée reste le moteur du développement et du progrès, mais elle ne peut plus se déployer au profit exclusif d'une classe, comme au temps du capitalisme; elle doit être la source de la prospérité commune. Ce redressement économique de l'Europe, la rapidité avec laquelle il s'est opéré, sont le signe de la vitalité de notre vieux continent, des ressources qu'il y a encore en lui et de l'efficacité de ses institutions politiques.

Le second fait positif, c'est la détente qui s'est produite depuis à peu près deux ans dans les relations internationales. Il serait excessif d'affirmer que la guerre froide est terminée et que nous sommes entrés dans une ère nouvelle. Mais la signature d'un armistice en Corée en 1953, le règlement du problème indochinois à la Conférence de Genève en 1954, ont mis fin à deux guerres. Les accords intervenus entre la Grande-Bretagne et l'Iran d'une part et l'Egypte d'autre part, la solution donnée à la question de Trieste, sont autant de contributions au rétablissement de la paix. En Asie, il reste encore un point particulièrement dangereux: Formose, où s'opposent deux grandes Puissances. En Europe, il y a aussi une stabilisation. Sans doute le problème de la réunification de l'Allemagne reste entier. Sans doute les USA n'ont jamais reconnu que, dans les démocraties populaires où, à la faveur de l'occupation, des régimes communistes ont été établis, ces régimes répondent réellement à la volonté populaire. Sans doute encore, l'entrée de l'Allemagne occidentale dans l'alliance de l'Atlantique Nord a-t-elle provoqué de violentes réactions. Mais, quels que soient les motifs qui ont permis la restitution à l'Autriche de son

- 4 -

indépendance, la signature du traité d'Etat est un fait positif. Nous devons nous féliciter, pour nos voisins autrichiens, qu'ils puissent aujourd'hui ^{- au lieu} célébrer la fin de l'occupation et envisager leur avenir avec plus de confiance. De même aussi la décision des chefs de gouvernement des grandes Puissances de se réunir et d'examiner les problèmes qui les divisent serait un événement important. Enfin et surtout, il semble que les trois grands Etats dont dépend essentiellement la paix en Europe et en Asie, et qui pourraient être tentés de résoudre par la force certains conflits, non seulement ne souhaitent pas la guerre, mais encore s'efforcent d'éviter ^{de créer} une situation qui la rendrait inéluctable. Il y a donc actuellement une accalmie. N'est-elle qu'une trêve dans la guerre froide ou est-elle le prélude d'une paix véritable? D'autres questions encore ouvertes pourront-elles être réglées par des négociations? Les principes si souvent et si généralement proclamés sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, sur l'indépendance des pays, sur la non-intervention dans leurs affaires, seront-ils un jour appliqués et respectés par tous? Il n'est pas possible de l'affirmer. Il faut saluer la détente qui s'est produite, s'en réjouir, mais sans lui donner une signification et une portée qu'elle n'a pas encore.

On ne saurait faire le point de la situation actuelle sans souligner que l'humanité se trouve à un tournant, surtout à deux points de vue: l'un politique et social, l'autre scientifique et économique. La marche de l'histoire paraît s'accélérer. Comme pour les hommes individuellement, dont le rythme de vie devient plus rapide avec les années, l'âge de l'humanité semble précipiter les événements de son destin.

- 5 -

Dans notre petit pays, deux fois épargné par les guerres qui ont ravagé l'Europe et d'autres continents, qui a su rester à l'abri des mythes totalitaires, nous ne nous rendons peut-être pas suffisamment compte qu'il y a actuellement deux ordres de problèmes qui peuvent engager l'humanité dans les voies les plus dangereuses pour l'avenir de la race humaine, mais qui, si les solutions raisonnables leur sont données à temps, peuvent aussi la conduire lentement vers un régime universel où la paix sera assurée, non plus par un équilibre précaire de forces hostiles les unes aux autres, mais par une collaboration réelle, qui serait autre chose et plus qu'une coexistence de régimes opposés qui se tolèrent provisoirement. Ces problèmes sont d'abord ceux que posent les découvertes faites dans le domaine de l'énergie nucléaire, ensuite ceux que soulèvent l'émancipation, la prise de conscience de la force qu'ils représentent et la volonté d'indépendance des peuples qui étaient ou qui sont encore sous la domination politique ou économique des pays qui les avaient colonisés.

Il faut bien reconnaître que, dans la défense, qui reste légitime, de leurs intérêts particuliers, tous les pays doivent tenir compte de ces perspectives nouvelles. La politique traditionnelle et ses méthodes sont aujourd'hui dépassées; elles ne sont plus à la mesure d'une évolution qui est en train de bouleverser les notions sur lesquelles l'humanité a vécu jusqu'à présent. Le devoir des gouvernements et des hommes d'Etat serait de chercher les moyens qui permettraient de créer un nouvel ordre grâce auquel les immenses ressources de la terre, les possibilités qu'ouvrent la science et le développement de la technique, pourraient être utilisées au profit de tous les peuples. Et l'on comprend qu'Einstein, et d'autres savants avec lui, ne voient le salut de l'humanité et de la civilisation que dans un "rajustement radical des relations internationales", dans l'idée "d'un monde ouvert au contrôle mutuel", voir même dans la création

d'un gouvernement mondial. Ces vues peuvent apparaître utopiques. Mais les savants sont peut-être les prophètes d'aujourd'hui. Et leur voix mériterait d'être entendue.

Les problèmes posés par l'énergie nucléaire sont redoutables. Le premier usage que l'on a fait des découvertes dans ce domaine nouveau de la science a été négatif et destructeur. Depuis plusieurs années, on cherche à mettre hors la loi les moyens de destruction massive que permet de réaliser l'énergie nucléaire. On doit souhaiter ardemment que les efforts qui s'accomplissent dans ce but, en particulier sous les auspices des Nations Unies, aboutissent. Il y a quelques mois, un philosophe anglais a suggéré que des pays neutres comme la Suisse prennent une initiative dans ce domaine. Je pense qu'actuellement, alors que l'interdiction des armes atomiques est l'objet de discussions et de controverses entre les grandes Puissances, une telle initiative n'aurait guère de chance de succès. Nous ne devons cependant pas exclure qu'une intervention ou une prise de position de notre part pourraient un jour se justifier.

Mais l'énergie nucléaire ouvre heureusement d'autres perspectives. L'utilisation pacifique qu'on peut en faire dans le domaine de l'industrie ou de la médecine est encore à ses débuts. La Suisse ne saurait rester à l'écart. Le Conseil fédéral a été d'emblée d'avis que nous devions participer activement et contribuer dans une mesure aussi large que possible à tout ce qui s'élabore pour développer les recherches atomiques et l'emploi dans l'intérêt de l'homme de cette nouvelle source d'énergie. Le 10 juin, on posera à Genève la première pierre du laboratoire européen de recherche nucléaire. Le 8 août, à Genève aussi, s'ouvrira une conférence atomique, convoquée par les Nations Unies et à laquelle les savants de près de 80 pays assisteront, se communiqueront le résultat de leurs recherches, échangeront leurs vues.

- 7 -

Si la politique peut être écartée totalement de cette conférence, on peut, me semble-t-il, attendre beaucoup de celle-ci. Elle peut être le commencement d'une collaboration fructueuse dans l'intérêt général de l'humanité. Sur notre plan intérieur aussi, rien ne doit être négligé pour que notre pays ne reste pas en arrière. C'est ainsi que les pouvoirs publics et l'économie privée se sont mis d'accord pour la construction en Suisse d'un réacteur atomique.

La conférence qui s'est réunie récemment à Bandoeng, en Indonésie, et à laquelle étaient représentés 23 pays d'Asie et d'Afrique, est aussi un événement historique d'une portée considérable du point de vue politique et social. Elle a été le signe qu'un changement fondamental est en train de se produire dans les rapports entre les races et les continents. Chaque peuple entend aujourd'hui prendre en main la direction de ses affaires et devenir le maître de son destin. Les pessimistes peuvent voir dans cette conférence, de laquelle l'Europe était exclue, comme la démonstration de la décadence de notre continent. A tort, me semble-t-il. Elle peut marquer la fin d'une Europe impérialiste et colonialiste. Mais le fait que des peuples, dont la civilisation est parfois plus ancienne que la nôtre, reprennent après un long sommeil conscience des ressources qu'ils ont en eux ne signifie pas que l'Europe n'ait plus à jouer dans le monde le rôle qu'elle a tenu. Elle pourra le faire sous une forme différente, en établissant sur des bases nouvelles ses relations avec ces pays, qui aspirent à leur indépendance, mais ne paraissent pas fermés à une collaboration sur un plan d'égalité politique. L'influence que la Suisse est en mesure d'exercer sur cette évolution ne peut être que modeste, puisque notre pays ne participe pas aux décisions politiques qui sont prises. Mais notre intérêt actif pour le rapprochement et la compréhension

nécessaires entre les peuples d'autres races et l'Europe a l'occasion de se manifester dans d'autres domaines que celui de la politique pure.

Pour notre pays, les dix années qui viennent de s'écouler ont été des années favorables, des années de progrès et de réalisation au point de vue économique et social.

Il semble même que la stabilité et la tranquillité de notre vie nationale éveillent une certaine impatience dans quelques esprits. Il y a un ou deux mois, j'ai reçu une brochure intitulée "Interrogeons la Suisse". En tête du premier chapitre, il y avait cette phrase: "Etre réaliste, c'est avoir des idées." Les auteurs de cette brochure, qui sont des hommes de bonne volonté, écrivent des phrases comme celles-ci: "Nous vivons dans le provisoire, c'est-à-dire sans aucun plan pour l'avenir. Nos partis politiques sont passifs. Leurs seules préoccupations: la politique au jour le jour, la durée du mandat électoral et les prochaines élections." Ou encore: "Nous ne voulons pas que la Suisse soit un musée, ~~un lieu de convalescence européen~~, un asile de vieillards, un lieu de rencontre de commerçants et d'espions, un lieu idyllique. Mais nous voulons que la Suisse, bien que petite, soit active et qu'elle appartienne au monde."

Est-ce que réellement les Suisses d'aujourd'hui manqueraient de réalisme parce qu'ils n'auraient plus d'idées, ne vivant plus que sur les vestiges de temps révolus, abandonnant au hasard la direction de leurs destins?

Par ailleurs, l'an dernier une certaine lassitude s'est manifestée ici et là à l'égard de notre défense nationale et des sacrifices financiers qu'elle exige. Cette lassitude peut s'expliquer par la crainte devant les moyens aussi horribles que puissants dont disposent les grands

- 9 -

Etats pour faire la guerre et par le sentiment que ces moyens sont tels que toute résistance, si nous étions attaqués, serait sans espoir. Elle peut s'expliquer aussi par le désir de voir cesser un effort qu'il faut poursuivre depuis des années, qui a commencé avant, puis pendant la guerre, et que la "guerre froide" a obligé de continuer après 1945. Cette lassitude peut s'expliquer enfin par le sentiment que la crainte d'un nouveau conflit, éprouvée à la suite d'événements précis de l'après-guerre et de la tension entre l'Ouest et l'Est, n'était pas fondée et qu'aujourd'hui le risque de guerre a diminué ou même est écarté.

Il y a encore autre chose qui doit être relevé: le désintéressement d'un nombre croissant de citoyens à l'égard des affaires publiques, de citoyens qui sont en quelque sorte devenus des membres passifs de la communauté nationale, comme si les élections et les votations ne les concernent pas ou ne les concernent que si leurs intérêts personnels sont en jeu.

Ces phénomènes négatifs, qui ne sont pas ^{encore} des signes de crise ni même des symptômes d'une maladie grave dont souffrirait notre démocratie suisse, ^{mériterait notre attention. Ils} me paraissent avoir leur explication - ou tout au moins une de leurs raisons - dans le fait que nous n'avons plus suffisamment conscience des valeurs que nous avons à défendre, que nous avons tendance à oublier ces valeurs.

Certes notre vie nationale est animée aujourd'hui essentiellement par des problèmes économiques. Ce n'est pas un phénomène particulier à notre pays. C'est un phénomène général et naturel, à cause de ses conséquences sociales et politiques. De l'économie dépend le bien-être et du bien-être la paix sociale. Depuis que les conquêtes politiques ont été réalisées, qu'elles ont assuré à chacun les libertés personnelles fondamentales, depuis que des institutions démocratiques nous régissent, les questions économiques,

qui ont toujours été importantes, sont devenues l'objet plus exclusif des préoccupations des gouvernements et des citoyens. Elles sont aussi devenues plus complexes, à cause des obstacles qui entravent la liberté des échanges internationaux et qui sont, les uns d'ordre monétaire et financier, les autres tirés de la nécessité de protéger la production nationale: industrielle, artisanale, agricole; à cause aussi de la nécessité d'établir un équilibre entre les différents milieux économiques; à cause enfin des conditions de vie, qui ont changé, et des besoins, qui se sont multipliés, sous l'effet des progrès de la technique. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si l'économie a envahi les parvis de la politique et si les luttes et les discussions qui en découlent ont développé un esprit matérialiste, chacun étant enclin à défendre ses intérêts. Cette évolution a eu des effets sur notre vie politique. Il n'est pas douteux qu'elle a donné aux associations et aux organisations professionnelles une importance et un poids dans les affaires de l'Etat, qui appartaient autrefois aux partis politiques, et que les partis politiques eux-mêmes, par la force des choses, paraissent aujourd'hui défendre moins des idées et une doctrine que des intérêts. Mais cela signifie-t-il que notre politique n'est plus inspirée par des idées, que notre pays est en marge du monde actuel, qu'il est attaché à des principes désuets?

Notre politique fédérale est peu spectaculaire. Elle n'est pas marquée par des changements ou des innovations qui bouleverseraient nos moeurs. Mais elle n'est pas immobile. Elle évolue. Son évolution ne se poursuit pas au hasard, au petit bonheur. Elle est commandée par des principes, des idées, qui sont peut-être peu visibles, peu apparents, parce qu'ils s'incorporent dans les réalités quotidiennes. Et ce n'est pas sans raison que le communisme, pas plus que naguère

le fascisme et le national-socialisme, ne trouve pas dans notre pays un terrain propice.

Parmi ces idées qui inspirent notre politique, il y en a une qui est au premier plan: l'idée de solidarité, qui se manifeste dans la compréhension pour les besoins légitimes de tous les milieux et qui s'exprime de mille manières: dans des lois comme celles instituant les assurances sociales, la législation sur l'agriculture, dans les accords conclus entre les syndicats ouvriers et les associations patronales, les contrats collectifs, les interventions et les efforts de l'Etat pour aider les branches de l'économie les plus vulnérables à surmonter leurs difficultés, dans la création par les entreprises privées de fonds de prévoyance. Sans doute ce sentiment de solidarité n'habite pas le coeur et l'esprit, n'inspire pas l'activité personnelle de chaque Suisse. Il y a les égoïstes, les insatiables, ceux qui sont âpres au gain, ceux pour lesquels tout ce qui ne profite pas à eux-mêmes est étranger ou indifférent. Mais notre vie politique, son évolution, sont aujourd'hui commandées par cette idée de solidarité, encore susceptible de se développer, mais qui a permis d'améliorer au cours des années la condition humaine de tous et de chacun dans notre pays. Ce principe de solidarité est venu peu à peu compléter et enrichir - et de plus en plus dans tous les secteurs de notre vie nationale - ces autres notions fondamentales de notre démocratie: le respect des libertés individuelles et l'égalité politique.

Mais le confort relatif de notre vie nationale, l'absence de difficultés majeures, les bonnes relations que nous entretenons avec les pays étrangers, la liberté avec laquelle nous pouvons discuter nos problèmes intérieurs, notre prospérité matérielle, ne doivent pas être autant

- 12 -

d'oreillers de paresse. L'expérience des vingt dernières années nous enseigne que des changements peuvent se produire rapidement dans le monde et qu'ils sont susceptibles d'affecter même ceux qui paraissent être à l'abri, tant l'interdépendance des pays, aujourd'hui même des continents, est devenue étroite. Ce qui paraît probable n'est jamais certain. La sagesse n'est ni dans l'optimisme ni dans le pessimisme. Pour un pays, elle est dans la volonté d'être préparé en tout temps à faire face aux dangers qui peuvent le menacer, à surmonter les difficultés qui peuvent se présenter.

Il n'y a pas de repos pour un peuple qui veut vivre et durer, qui entend rester le maître de son destin. L'immobilisme est un germe mortel pour une société. Il fait d'elle un arbre où la sève ne circule plus et qui est condamné.

Il y a sans doute des événements et des évolutions qui nous dépassent - je les ai relevés tout à l'heure - et sur lesquels nous n'avons pas une influence décisive. Mais nous pouvons et nous devons y participer, dans la mesure de nos moyens, parce qu'ils conditionnent aussi notre avenir. ^{En revanche.} Tout ce qui assure la continuité de notre pays, ce qui le rend fort, ce qui lui permet de s'affirmer vis-à-vis de l'extérieur, tout ce qui peut unir les Suisses au delà des différences de tempérament et d'opinion, tout cela doit être l'objet des préoccupations constantes de chacun d'entre nous.

La défense nationale n'est pas seulement une défense militaire. Comme telle, elle reste indispensable. Le peuple suisse est attaché à son armée, non par militarisme, mais parce qu'il voit en elle l'expression de sa volonté d'indépendance. Sans elle, il sait que la neutralité du pays ne serait qu'une neutralité invertébrée. Les sacrifices qu'exige notre armée doivent demeurer hors de discussion, aussi longtemps qu'un accord international sur le désarmement

ne sera pas intervenu et que la détente actuelle ne se sera pas consolidée en un régime de paix.

Mais à la défense nationale appartient aussi l'activité de la Suisse sur le plan international, dans tous les domaines où elle peut s'exercer en faveur de l'apaisement, de la pacification, de la compréhension, de l'amélioration de la condition humaine.

Enfin, la défense nationale est encore dans l'attachement à nos libertés, dans le souci de les rendre toujours plus réelles, dans l'action pour développer notre économie en vue d'assurer le bien-être général et la sécurité commune. Elle implique pour chaque citoyen le devoir de mériter, par sa participation active à la vie publique, les libertés personnelles qui lui sont accordées et garanties.

Je souhaite que notre parti, fidèle à ses traditions libérales, ouvert à tous les grands problèmes que pose l'évolution d'un monde en mouvement, comme aux questions plus modestes qui intéressent la vie de la Confédération, continue à être, par ses prises de position fermes et réfléchies, par une action opiniâtre et intelligente, le serviteur éclairé de la démocratie suisse.
